Les élections gabonaises portent plus que jamais l'empreinte de la Françafrique

jeudi 10 septembre 2009, par Attac France (Date de rédaction antérieure : 10 septembre 2009).

Le continent africain reste lourdement handicapé par l'héritage de la colonisation. La Françafrique en constitue, aujourd'hui encore, l'instrument de perpétuation des rapports de domination que la France entend appliquer dans les contours de son ancien empire et profiter des opportunités pour l'étendre au-delà. Les régimes politiques qui sont favorables à ses intérêts sont protégés, même au prix de dérives ''monarchiques'', en totale contradiction avec les déclarations et plaidoyers pour la promotion de la démocratie en Afrique.

Les élections présidentielles au Gabon du 30 août dernier se sont préparées et déroulées dans un climat de terreur et le résultat du scrutin reste encore contesté par une opposition significative qui dénonce les pratiques frauduleuses généralisées (mesures d'intimidation des forces de l'ordre omniprésentes, procès verbaux falsifiés, dispersions violentes d'opposants, etc.).

Pourtant, la dynastie des Bongo, avec le soutien, aussi discret soit-il, des autorités françaises et forte de sa garde présidentielle et de son armée aux ordres, s'installe. Apres 41 ans de règne sans partage d'Omar Bongo, Ali son fils lui succède avec l'ambition de construire sur le continent, un modèle attractif pour d'autres dynasties en formation.

Les Gabonais dont l'écrasante majorité vit dans la pauvreté, dans un pays exportateur de pétrole, manifestent leur rejet quant à une quelconque légitimité des Bongo, des autorités françaises complaisantes, du groupe pétrolier français Total et plus généralement du système de la Françafrique. A Port Gentil, le Consulat de France ainsi qu'un édifice du Groupe Total ont été incendiés pour dénoncer le soutien indéfectible de l'ex puissance coloniale à la famille Bongo. Les Gabonais interpellent par ces actes désespérés les autorités françaises qui ont validé ce processus privilégiant des intérêts mercantiles de court terme. Cela est considéré comme un signe fort que les autorités françaises se préoccupent bien moins des impératifs de l'instauration et de la consolidation de la démocratie en Afrique que des intérêts de ses groupes industriels.

Les camarades d'ATTAC Gabon participent aux mouvements de protestation et de condamnation de la mascarade électorale au Gabon. ATTAC France se joint aux ATTAC Afrique pour les soutenir dans cette lutte pour qu'il soit mis fin aux pratiques de la Françafrique et que les relations entre la France et l'Afrique puissent s'inscrire dans les rapports plus équilibrés et plus conformes aux intérêts réciproques de l'Afrique avec l'Europe.

Attac France,
Montreuil, le 10 septembre 2009